

**PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE**  
**N° 2/2018**

**TABLE DES MATIERES**

**JURISPRUDENCE**

**Agents immobiliers**

Contrat d'agence immobilière – Forme – Contrat pouvant être conclu oralement – Règlement grand-ducal du 20 janvier 1972 – Abrogation – Loi du 17 mai 2004, art. 32. 636

**Cassation**

Moyens – Violation d'un principe général du droit – Admissibilité – Conditions – Consécration par un texte de loi ou par une juridiction supranationale – Loi du 18 février 1885, art. 3. 594

**Cautionnement**

1° Etendue – Obligations d'un locataire – Arriérés de loyers – Intérêts de retard – C. civ., art. 2015 et 2016. 613

2° Durée – Obligations d'un locataire – Résiliation du bail – Effets – Couverture des dettes nées avant la résiliation – Couverture des dettes nées après la résiliation (non) – Indemnité d'occupation (non) – Indemnité de relocation (non) – C. civ., art. 2015 et 1740. 613

3° Extinction – Perte des sûretés assortissant la dette principale – Décharge de la caution – Aggravation de l'insolvabilité du débiteur principal – Responsabilité du créancier envers la caution – Dommages-intérêts – Interdiction de se prévaloir du cautionnement (non) – C. civ., art. 2037. 613

**Contrats, conventions et obligations**

1° Dette – Terme – Non-paiement d'une échéance – Déchéance du terme (non) – Faillite – Déchéance du terme – C. civ., art. 1186 et 1188 – C. com., art. 450. 620

2° Clause de non-concurrence – Notion – Conditions de validité – Limitation dans le temps et dans l'espace – Protection d'intérêts légitimes – Possibilité d'exercice normal de la profession – Proportionnalité – C. civ., art. 1134. 624

3° Mandat – Mandat apparent – Conditions – Croyance légitime du tiers aux pouvoirs de mandataire de celui avec qui il a traité – Existence de circonstances ayant autorisé le tiers à ne pas vérifier la réalité des pouvoirs du mandataire apparent – Charge de la preuve – C. civ., art. 1984. 636

4° Conditions générales – Opposabilité – Conditions – Double exigence cumulative de connaissance et d'acceptation – Acceptation tacite – Condition – Renvoi à des documents annexes ou précédents – C. civ., art. 1135-1. 664

**Contributions directes**

Contestations – Compétences respectives des juridictions judiciaires et des juridictions administratives – Loi du 7 novembre 1996, art. 8. 631

## **Droit international privé**

Conflit de juridictions – Compétence – Clause attributive de juridiction – Faculté de renonciation de la partie à laquelle la clause profite (non) – Compétence exclusive du tribunal désigné par la clause – Règlement n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, art. 23. 650

## **Droit pénal**

Faux en écritures – Eléments constitutifs – Ecrit protégé – Déclaration unilatérale privée – Conditions – Valeur de crédibilité et présomption de sincérité – Existence d'un devoir pour le déclarant de vérifier les faits certifiés et d'informer le tiers – Application à la déclaration de bénéficiaire effectif au nom d'une société ou d'une entité juridique – C. pén., art. 196. 601

## **Louage d'ouvrage**

Louage d'ouvrage – Contrat d'architecte – Preuve – Exigence d'un écrit (non) – C. civ., art. 1778 – Règl. g.-d. du 17 juin 1992, art. 8. 645

## **Procédure civile et commerciale**

1° Procédure pénale – Recours – Recours susceptible d'être formé par courrier – Date – Date de réception par l'autorité auprès de laquelle il est à former – Loi du 10 août 1991, art. 37-1, § 7 – NCPC, art. 144 et 191 – C. proc. pén., art. 187. - **Avec les conclusions du Parquet général.** 582

2° Appel – Décision rectificative – Régime – NCPC, art. 571. 598

3° Assignations identiques – Recevabilité de la seconde assignation – Condition – Défaut d'enrôlement de la première – NCPC, art. 173. 664

**La portée juridique de l'enrôlement**, par *Séverine Menétrey*, *assistant-professeur à l'Université du Luxembourg* 670

## **Procédure pénale**

1° Instruction préparatoire – Détenu préventif – Interdiction de communiquer – Etendue – Visites – C. proc. pén., art. 84. 608

2° Instruction préparatoire – Détenu préventif – Interdiction de communiquer – Limitation dans le temps – Expiration de la durée de l'interdiction de communiquer – Permis de visite – Possibilité pour le juge d'instruction de refuser un permis de visite – C. proc. pén., art. 84. – Règl. g.-d. du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, art. 228. 608

3° Instruction préparatoire – Détenu préventif – Visite des membres de la proche famille du détenu – Droit faisant partie du droit au respect de la vie privée et familiale – Réserve – Ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 8 – Règl. g.-d. du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, art. 217 et 228. 608

4° Instruction préparatoire – Détenu préventif – Permis de visite – Refus – Acte d'instruction (non) – Acte juridictionnel – Obligation pour le juge d'instruction de motiver le refus – Acte susceptible d'appel – C. proc. pén., art. 133. 608

5° Instruction préparatoire – Détenu préventif – Régime de détention – Régime en commun (régime « B ») – Avantages faisant partie du droit au respect de la vie privée – Refus – Acte juridictionnel – Obligation de motivation – Acte susceptible d'appel – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 8 – C. proc. pén., art. 133 – Règl. g.-d. du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, art. 3 et 4. 611

### **Protection du consommateur**

Pratiques commerciales déloyales – Définition – Atteinte aux consommateurs – Pratiques n'affectant que les intérêts économiques de concurrents – Transactions entre professionnels – Pratiques exclues du champ d'application – Conséquence – Absence de remède judiciaire rapide au fond – C. consommation, art. L.121-1. 674

### **Référés**

Difficultés d'exécution d'un titre – Notion – NCPC, art. 932 al. 2. 631

### **Régimes matrimoniaux**

1° Dissolution – Recel de communauté – Eléments constitutifs – Elément matériel – Elément moral – C. civ., art. 1477. 642

2° Dissolution – Recel de communauté – Effets – C. civ., art. 1477. 642

### **Responsabilité civile**

1° Indemnisation – Principe – Indemnisation ne pouvant dépasser le préjudice – Application – Organismes de sécurité sociale – Prestations sociales – Prestations sociales à caractère indemnitaire – Prestations sociales à défalquer du préjudice de droit commun – Prestations sociales à défalquer même si l'organisme de sécurité sociale les ayant servies n'est pas bénéficiaire d'une cession légale – C. civ., art. 1382. - **Avec les conclusions du Parquet général.** 586

2° Responsabilité contractuelle – Clause de non-concurrence – Violation – Création d'un risque concurrentiel – Nécessité d'un acte de concurrence consommé (non) – Charge de la preuve – C. civ., art. 1142. 624

3° Responsabilité de l'Etat – Décision administrative illégale – Faute – Unité des notions d'illégalité et de faute – Exonération par la faute de la victime (non) – Loi du 1<sup>er</sup> septembre 1988, art. 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup> – C. civ., art. 1382. 654

### **Sécurité sociale**

Assurance vieillesse – Achat rétroactif de périodes d'assurance non couvertes – Condition – Absence de pension acquise à l'étranger pour la période considérée – Code de la sécurité sociale, art. 174. 573

### **Sociétés commerciales**

Dissolution – Personnalité juridique limitée aux besoins de la liquidation – Représentation en justice – Privilège du liquidateur – Clôture de la liquidation – Effet – Subsistance de la société pendant cinq ans – Actions en justice permises – Loi du 10 août 1915, art. 141 et 157. 636

## **Taxe sur la valeur ajoutée**

- 1° Taxation d'office – Procédure administrative non contentieuse – Applicabilité (non) – Loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978, art. 4 – Règl. g.-d. du 8 juin 1979 – Loi du 12 février 1979, art. 74 et 76. 576
- 2° Taxation d'office – Nature juridique – Sanction (non) – Cumul avec une amende fiscale – Violation du principe non bis in idem (non) – Taxation d'office effectuée avec une certaine marge de sécurité – Admissibilité du procédé – Condition – Mesure et modération – Loi du 12 février 1979, art. 74 et 77 – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, Protocole n° 7, art. 4. 576